

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Maire



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 SEPTEMBRE 2015

La séance est déclarée ouverte à 18 H 30.

ETAIENT PRESENTS : Mmes Mrs Florence PLISSONNIER, Alain MERE, Annick CHOINE, Michel PETIT Sandra GUINOT, Jean-Marie MOINE, Amélie VION, Jérôme VINCENT, Joseph KIM, Bénédicte PINSONNEAUX, Edith CALMANO, Michel HERNANDEZ, , Christelle FERREIRA-LEAL, Adeline CARITEY, Frédéric MERCEY, Maxime PINDOR , Dominique REGNAULT, Laure HOUMMASS-BALDAN, Tristan BATHIARD, Joëlle CANCIANI, Laurence HUDELEY, Didier BERNARD.

ETAIENT EXCUSES ET ONT DONNE POUVOIR :

Jean-Pierre VACHEY pour Edith CALMANO, Aline TAVERNIER pour Alain MERE, Cédric BOULLY pour Florence PLISSONNIER, Séverine PONT pour Sandra GUINOT, Hélène LETORET pour Jean-Marie MOINE, Françoise CHARENTUS pour Jérôme VINCENT, Roland PALLUET pour Laure HOUMMASS-BALDAN,.

SECRETAIRES DE SEANCE : Jean-Marie MOINE et Didier BERNARD

1°) APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 1^{er} JUILLET 2015

Le compte rendu de la séance du 1^{er} JUILLET 2015 est adopté à l'unanimité.

☞ **AFFAIRES GENERALES**

☞ **AMENAGEMENT**

☞ **VIE SOCIALE**

☞ **AFFAIRES GENERALES**

2°) APPROBATION DE CONTRAT DE VILLE DU GRAND CHALON 2015 - 2020

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Cadre juridique :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu la circulaire du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville nouvelle génération,

Vu la circulaire du 15 octobre 2014 concernant les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville,

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu la délibération n°CC2015-07-15-1 du Conseil Communautaire du Grand Chalon en date du 2 juillet 2015 concernant l'approbation du contrat de ville 2015/2020,

I - Rappel du contexte :

Le contrat de ville du Grand Chalon est proposé dans le cadre de la nouvelle politique de la ville définie par l'Etat et succède au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).

Mis en place en 2007, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de l'agglomération chalonnaise avait retenu sept quartiers des communes de l'agglomération. Pour la ville de Saint Rémy, le quartier du centre avait été identifié comme quartier fragilisé dans une optique de prévention.

Le comité interministériel des villes du 19 février 2013, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, et les circulaires du 30 juillet et du 15 octobre 2014, ont défini les nouvelles orientations des contrats de ville.

La réforme de la politique de la ville :

Promulguée le 21 février 2014, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine constitue une réforme majeure de la Politique de la Ville, dont elle pose les nouveaux fondements :

- Une géographie prioritaire recentrée sur les quartiers les plus fragiles, identifiés selon un critère unique : la concentration de pauvreté, calculée sur la base du revenu moyen des habitants.
- Le pilotage au niveau intercommunal des contrats, conclus entre l'Etat et le Grand Chalon, dont l'échéance est calquée sur celle des mandats publics (en 2020) ;
- Un contrat global, qui associe à la cohésion sociale deux nouveaux piliers: le renouvellement urbain, et l'amélioration de l'accès à l'emploi couplée au développement de l'activité économique ;
- Trois priorités transversales: l'égalité femmes-hommes, la jeunesse, et la lutte contre toutes les discriminations ;
- Un principe fondamental de participation citoyenne, impliquant la co-construction de la Politique de la Ville avec l'ensemble des acteurs des quartiers prioritaires qui prendra la forme de conseils citoyens, mis en place dans les nouveaux quartiers prioritaires ;
- La mobilisation accrue de toutes les politiques publiques de droit commun à l'échelle des quartiers.

Le contrat de ville est le cadre de cohérence pour l'ensemble des partenaires pour agir et se mobiliser face aux fragilités sociales et territoriales.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature des nouveaux contrats de ville en 2015.

Ceux-ci constitueront un cadre unique, intégrant les aspects de renouvellement urbain, de développement économique et de cohésion sociale de la politique de la ville avec une géographie prioritaire recentrée sur les quartiers les plus fragiles.

Pour le nouveau contrat de ville du Grand Chalon 2015-2020, les orientations sont :

- Jeunesse et Réussite,
- Cohésion sociale,
- Emploi et Développement Economique,
- Cadre de vie et Renouvellement Urbain

Ces orientations s'organiseront autour des axes transversaux suivants :

- L'égalité femmes/hommes
- La lutte contre les discriminations
- La participation des habitants

Une nouvelle géographie prioritaire a été arrêtée et seuls 3 quartiers chalonnais (les Près Saint-Jean, les Aubépins, le Stade Fontaine au Loup) font partie de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville fixée par le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014.

La réforme de la politique de la ville pose le principe, pour une solidarité plus large, du pilotage au niveau intercommunal des contrats de ville. Afin de conforter l'impact de l'ancien CUCS, les quartiers ne relevant plus de la géographie prioritaire sont classés en quartier de veille active. Ces quartiers sont les suivants :

- Le quartier de la Thalie à Champforgeuil,
- Le quartier du Maupas à Chatenoy le Royal
- Le quartier du Centre à Saint-Rémy
- Le quartier du Breuil à Saint Marcel

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

A ce titre, ils pourront continuer à bénéficier de l'ingénierie de la Politique de la Ville, de la mobilisation accrue du Droit Commun et de la pérennisation de certains dispositifs spécifiques tels que la Réussite Educative, l'Atelier Santé Ville.

Par ailleurs, ces quartiers continueront dans le prolongement du CUCS à faire l'objet d'une vigilance spécifique de la part des partenaires du Contrat.

II - Description du dispositif proposé :

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le nouveau contrat de ville du Grand Chalon pour la période 2015-2020. Ce contrat de ville a été réalisé suite à un diagnostic des territoires concernés avec une démarche participative. Il présente les grands objectifs stratégiques et opérationnels retenus pour le territoire au sein de quatre piliers :

- Les trois piliers prévus par la loi du 21 février 2014 : « Cohésion sociale », « Emploi, développement économique et accès à la formation » et « Cadre de Vie & Renouvellement Urbain »,
- Un pilier « Jeunesses et réussites » propre au Grand Chalon.

Le contrat fixe également les modalités de gouvernance et de partenariat (comité de pilotage, comité technique et groupes de travail thématiques)

Sa mise en œuvre débutera après signature du contrat par l'ensemble des partenaires à l'automne 2015, avec la définition et la programmation des actions prioritaires à mener.

Il sera complété avant le 31 décembre 2015, par avenant, d'un ensemble d'annexes complémentaires obligatoires : Protocole de préfiguration d'un éventuel nouveau PRU, charte d'engagements réciproques entre l'État, le Grand Chalon et les bailleurs sociaux sur la qualité de service, convention intercommunale sur la politique de peuplement, pacte financier et fiscal de solidarité, et l'annexe financière traduisant les engagements financiers précis des partenaires au regard du programme d'actions.

Le contrat de ville permettra de mobiliser, auprès de l'ensemble des partenaires, des crédits de droit commun prioritairement, ainsi que des crédits spécifiques de l'Etat.

L'architecture du contrat cadre repose sur 32 objectifs stratégiques déclinés en 60 objectifs opérationnels.

1. L'architecture du contrat de ville du Grand Chalon 2015-2020

Le projet de contrat de ville, qui affirme et détermine les objectifs stratégiques et opérationnels partagés par le Grand Chalon et ses partenaires, et visant à améliorer la situation économique et le cadre de vie des quartiers, à promouvoir l'égalité des chances et à réduire les fractures sociales et territoriales, figure en annexe à la présente délibération. Conformément aux principes prévus par les textes nationaux susmentionnés, son architecture est la suivante :

- 1) Présentation du contexte du territoire. Cette partie expose les enjeux de développement social et territorial de l'agglomération chalonnaise, et présente les principaux axes de son nouveau projet de développement territorial.
- 2) La nouvelle politique de la ville : suite à un rappel de l'historique de la politique de la ville sur le territoire du Grand Chalon, cette partie présente la réforme issue de la loi du 21 février 2014, ses nouveaux principes généraux, et son impact sur le territoire de l'agglomération.
- 3) Le bilan du CUCS 2007 – 2011 et du Programme de renouvellement urbain (PRU).
- 4) Présentation de la gouvernance associée au contrat de ville, impliquant l'ensemble des signataires du contrat de ville mais aussi les habitants par le biais des nouveaux conseils citoyens, et les modalités de son observation, de son suivi et de son évaluation.
- 5) Les modalités de partenariat avec les collectivités territoriales.
- 6) La nouvelle géographie des quartiers est déclinée en quartiers prioritaires « politique de la ville » et en quartiers de veille active avec les éléments de diagnostic sur chacun (démographie, emploi, logement social, santé et accès aux soins, éducation et prévention de la délinquance).
- 7) La présentation des orientations, objectifs stratégiques, objectifs opérationnels, et axes transversaux du contrat de ville, issus de sa méthode d'élaboration.
- 8) L'articulation entre le contrat de ville et le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), avec présentation de la nouvelle stratégie du Grand Chalon et de la Ville de Chalon-sur-Saône en matière d'habitat et de renouvellement urbain, allant servir de cadre à l'élaboration du protocole de préfiguration d'un éventuel futur PRU complémentaire.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

9) Les suites et les modalités de mise en œuvre opérationnelle du contrat – notamment la mise en place des différents plans d'actions, des outils d'évaluation et d'observation, et les engagements des partenaires.

Huit annexes complètent le document, dont le diagnostic territorial par quartier réalisé selon la méthode AFOM, la synthèse des objectifs stratégiques et opérationnels déclinés par le contrat de ville, et les modalités de mobilisation des moyens des politiques de droit commun de l'Etat.

2. La mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville

Le contrat de ville prendra sa forme «opérationnelle» par un avenant présenté au dernier trimestre 2015, qui définira sa programmation d'actions annuelles et pluriannuelles et sera complété des cinq annexes réglementaires : Le protocole de préfiguration d'un éventuel PRU complémentaire, la charte d'engagements réciproques entre l'État, l'agglomération et les bailleurs sociaux sur la qualité de service, la convention intercommunale de mixité, le pacte financier et fiscal de solidarité (relatif à l'ensemble des leviers d'action favorisant la solidarité intercommunale), et l'annexe financière (traduisant les engagements des partenaires).

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

APPROUVE le contrat de ville joint en annexe.

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à signer ce contrat de ville et ses annexes.

VOTE : POUR à l'unanimité.

3°) Création d'un Service commun d'Appui Technique aux Communes. Convention entre la ville de Saint Rémy et le Grand Chalon

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Rappel du contexte :

Afin de faire face à la disparition des services d'Assistance Technique de l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT), il a été décidé de créer, avec notamment la Communauté d'agglomération du Grand Chalon, un service commun au sens de l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cet article stipule, dans son 4^{ème} alinéa: «Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents. (...) ».

Description du dispositif proposé :

Ce service permettra d'apporter aux communes qui en feront la demande un appui méthodologique et technique dans la conduite des opérations d'aménagement sur les espaces publics, la voirie et les bâtiments communaux, sans se substituer à l'offre privée en matière de maîtrise d'œuvre. En outre, par ce biais, la gestion des ressources humaines, des moyens et matériels est optimisée pour aboutir à une meilleure disponibilité des compétences et à la réalisation, à terme, d'économies d'échelle.

L'implication du service commun interviendra plus particulièrement dans la phase de démarrage des projets afin d'aider

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

les communes, chaque fois que cela est possible, à trouver les partenaires.

Les effets de cette mise en commun sont réglés au sein d'une convention et d'une fiche d'impact, dont les projets sont joints en annexe. Sont précisés notamment les modalités de mise en œuvre du service commun, les aspects financiers ainsi que les moyens matériels et humains nécessaires à la gestion de ce service.

Le Conseil communautaire du Grand Chalon a délibéré pour la création de ce service commun le 2 juillet dernier et chaque commune membre doit approuver les termes de la convention fondatrice de ce nouveau service.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

Vu la délibération du Conseil communautaire du Grand Chalon du 2 juillet 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5211-4-1 modifié par la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM et l'article L.5211-4-2.

APPROUVE la création du service commun d'appui technique aux communes.

VALIDE le projet de convention et la fiche d'impact.

AUTORISE Madame le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention.

VOTE : POUR à l'unanimité.

4°) Budget Annexe Service à Comptabilité Distincte- Décision modificative n°1

Rapporteur : Monsieur Alain MERE

EXPOSE :

Des modifications de crédits s'avèrent nécessaires au Budget Annexe Service à Comptabilité distincte en raison d'une importante régularisation de gaz d'un montant de 10 483,56 euros. Cette régularisation fait suite à une incohérence constatée par GDF entre la pression de gaz délivrée et celle facturée pour la salle Georges Brassens entre avril 2012 et mars 2015.

Les crédits ouverts au chapitre 011 « charges à caractère général » sont insuffisants pour couvrir cette variation.

La décision modificative intègre cette dépense supplémentaire et ajuste l'équilibre budgétaire par une hausse de la subvention d'équilibre versée par le budget principal de la commune.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu l'exposé des motifs ci-dessus,

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

PROCEDE aux mouvements budgétaires sur le budget annexe Service à Comptabilité distincte, en section de fonctionnement, conformément aux tableaux ci-dessous.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

Chap.	Comptes	Libellés	BP	DM	Budgétisé après DM
011	60612	Energie	38 500	10 500	49 000
			TOTAL DF	10 500	

SECTION DE FONCTIONNEMENT -RECETTES

Chap.	Comptes	Libellés	BP	DM	Budgétisé après DM
77	774	Subvention d'équilibre	154 436.91	10 500	164 936,91
				TOTAL CHAPITRE	10 500
				TOTAL RF	10 500

VOTE : POUR 22, ABSTENTION 7 (D. REGNAULT, L. HOUMMASS-BALDAN, T. BATHIARD, R. PALLUET, J. CANSANI. L. HUDELEY, D. BERNARD).

5°) Budget Principal - Décision modificative N°1

Rapporteur : Monsieur Alain MERE

EXPOSE :

Des modifications de crédits s'avèrent nécessaires au budget principal pour les raisons suivantes :

- Des consommations supplémentaires sur des comptes du chapitre 011 « Charges à caractère général ».
- L'augmentation de la subvention nécessaire à l'équilibre du budget annexe Service à Comptabilité Distincte et le paiement de frais exceptionnels relatifs à la sortie du SIVOM ACCORD comptabilisés au chapitre 67 « Charges exceptionnelles ».
- De nouveaux besoins en matériels d'investissement enregistrés au chapitre 21 « Immobilisations corporelles »,
- L'annulation de participations pour non réalisation d'aires de stationnement au chapitre 13 « Subventions d'investissement » titrées en 2014.
- La notification de subventions d'investissement relatives à la rénovation des écoles élémentaire Ruisseau Mauguet et maternelle Lucie Aubrac.
- La régularisation « d'Opérations patrimoniales » au chapitre d'ordre 041,

L'équilibre budgétaire est assuré par ajustement des «Dépenses imprévues» des deux sections aux chapitres 022 et 020.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu l'exposé des motifs ci-dessus,

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

PROCEDE aux mouvements budgétaires sur le budget principal, en section de fonctionnement et section d'investissement, conformément aux tableaux ci-dessous.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

Chap.	Comptes	Libellés	Budgétisé BP + DM (hors RAR)	DM	Budgétisé après DM (hors RAR)
011	6135	Locations	14 150	4 600	18 750
011	6156	Maintenance	59 047	1 500	60 547
		TOTAL CHAPITRE		6 100	
022		Dépenses imprévues	460 000	-21 500	438 500
		TOTAL CHAPITRE	0	-21 500	
67	67441	Subvention d'équilibre au budget annexe	155 000	10 500	165 500
67	678	Autres frais exceptionnels	2 000	4 900	6 900
		TOTAL CHAPITRE		15 400	
			TOTAL DF	0	

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

Chap.	Comptes	Libellés	Budgétisé BP + DM (hors RAR)	DM	Budgétisé après DM (hors RAR)
020		Dépenses imprévues	264 000	-1 689	262 311
		TOTAL CHAPITRE		-1 689	
13	1345	Participation pour non réalisation d'aires de stationnement	0	20 000	20 000
		TOTAL CHAPITRE		20 000	
21	2183	Matériel de bureau et informatique	6 000	4 500	10 500
21	2184	Mobilier	5 111	1 000	6 111
		TOTAL CHAPITRE		5 500	
041	2313	Immob. Corporelles - Constructions	0	3 000	3 000
		TOTAL CHAPITRE		3 000	
			TOTAL DI	26 811	

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chap.	Comptes	Libellés	Budgétisé BP + DM (hors RAR)	DM	Budgétisé après DM (hors RAR)
041	2315	Immob. Corporelles - Inst., Mat. Et outil. Techn.	0	3 000	3 000
TOTAL CHAPITRE				3 000	
13	1341	Subv. Equipt non transf. - Autres	0	23 811	23 811
TOTAL CHAPITRE				23 811	
TOTAL RI				26 811	

VOTE : POUR 22, ABSTENTION 7 (D. REGNAULT, L. HOUMMASS-BALDAN, T. BATHIARD, R. PALLUET, J. CANCIANI. L. HUDELEY, D. BERNARD).

6°) Taxe sur la consommation d'Electricité – Modification des critères d'actualisation à compter du 1^{er} janvier 2016

Rapporteur : Monsieur Alain MERE

EXPOSE :

L'article 23 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (NOME) a institué un nouveau régime de taxation de la consommation d'électricité créant notamment, à compter du 1^{er} janvier 2011, une taxe sur la consommation finale d'électricité qui se substitue à l'ancienne taxe sur les fournitures d'électricité.

Ces dispositions sont codifiées aux articles L. 2333-2 à 5, L. 3333-2 à 3-3 et L. 5212-24 à 26 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'assiette de la taxe repose uniquement sur les quantités d'électricité fournies ou consommées par les usagers, avec un tarif exprimé en euro par Mégawatheure (€/MWh).

Le tarif de référence est fixé par la loi à :

- 0.75 €/MWh, pour les consommations non professionnelles et les consommations professionnelles sous une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 KVA,
- 0.25 €/MWh, pour les consommations professionnelles sous une puissance souscrite comprise entre 36 KVA et 250 KVA.

Ces tarifs de référence étaient assortis d'un coefficient multiplicateur qui variait de 0 à 8, chiffre maximal, qui par le jeu des revalorisations successives était passé à 8,50 maxi en 2015.

Cependant ces dispositions ont changé en vertu de l'article 37 de la loi n°2014-1655 de finances rectificative pour 2014, lequel dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- le tarif est fixé en appliquant aux montants mentionnés à l'article L. 3333-3 susvisés un coefficient multiplicateur unique choisi parmi les valeurs suivantes : 0 ; 2 ; 4 ; 6 ; 8 ou 8,50 ;
- ce sont désormais les tarifs de base qui seront actualisés chaque année par une disposition de la loi de finances.

Vu les articles L. 2223-4, L. 2333-2 à 5, L.3333-2 à 3-3 et L.5214-24 à 26 du CGCT,

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

DECIDE de fixer à 8,50 le coefficient multiplicateur applicable à la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) à compter du 1^{er} janvier 2016.

AUTORISE le Maire à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération, notamment de transmettre celle-ci au Comptable public assignataire de la commune au plus tard quinze jours après la date limite prévue pour son adoption.

VOTE : POUR à l'unanimité.

7°) Indemnité de conseil au receveur municipal

Rapporteur : Monsieur Alain MERE

EXPOSE :

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 prévoit la possibilité de l'attribution par les communes d'une indemnité spécifique aux Comptables du Trésor chargés des fonctions de Receveur.

L'article 3 du texte précité stipule que cette indemnité est acquise au Comptable pour la durée du mandat du Conseil Municipal.

Le nouveau Receveur Municipal, Annick LIOTARD, a pris ses fonctions au 1^{er} janvier 2015.

Madame le Maire propose de lui verser l'indemnité de conseil au taux maximum.

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le décret n° 82-879 du 19 mars 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Locales aux Agents des Services Extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux Receveurs des Communes.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

DECIDE d'avoir recours aux services du Receveur Municipal de la Trésorerie de Chalon Sud pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983.

DECIDE en contrepartie d'accorder l'indemnité de conseil au taux maximum.

ATTRIBUE ladite indemnité au Receveur selon les modalités de calcul définies par l'arrêté interministériel visé ci-dessus.

PRECISE que Madame Annick LIOTARD percevra la totalité de l'indemnité les années suivantes.

CONSTATE que les crédits suffisants sont ouverts au chapitre 011 à l'article 6225.

VOTE : POUR à l'unanimité.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

8°) Handicap, Accessibilité, Engagement dans l'élaboration de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la ville de Saint-Rémy

Rapporteur : Monsieur Michel PETIT

EXPOSE :

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, modifiée par la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014.

Vu les décrets n°2014-1326 et 1327 du 05 novembre 2014.

Vu la délibération prise en conseil municipal du 01 juillet 2015.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), de catégories 1 à 5, soient accessibles à tous les usagers et ce quel que soit le type de handicap, avant le 01 janvier 2015.

Compte tenu du retard constaté dans le rapport dressé par la sénatrice Claire-Lise CAMPION dans son rapport sur l'accessibilité réussie en 2015.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a souhaité accorder un délai supplémentaire.

Prenant en compte les évolutions réglementaires récentes, la Ville de Saint-Rémy s'est engagée dans un Agenda d'Accessibilité Programmée, pour son patrimoine d'ERP et d'Installations Ouvertes au Public (IOP).

Précise la répartition budgétaire sur deux périodes de trois années de la manière suivante :

Pour la première période :

Année 2016	:	82 280 euros
Année 2017	:	42 110 euros
Année 2018	:	81 780 euros

Pour la deuxième période :

Année 2019	:	38 990 euros
Année 2020	:	22 280 euros

Soit un total de 267 440 euros répartis de la manière suivante :

Budget Principal	:	187 660 euros
Budget RPA	:	6 060 euros
Budget Annexe	:	73 720 euros

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

APPROUVE la répartition financière pour la mise en accessibilité des bâtiments recevant du public et Installations Ouvertes au Public de la Ville de Saint-Rémy dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

CHARGE Madame le Maire ou son Représentant de signer tout document se rapportant à ce dossier.

VOTE : POUR à l'unanimité.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

9°) Règlement intérieur des accueils péri et extrascolaires

Rapporteur : Madame Annick CHOINE

EXPOSE :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 portant sur la réforme des Rythmes Scolaires,

La commune de Saint-Rémy propose, dans le cadre de ses actions en faveur de l'enfance des services d'accueil péri et extra scolaires (garderie du matin, du midi et du soir, restauration scolaire, accueil de loisirs du mercredi et des vacances, TAPE)

Ces différents services à la population se sont accrus au fil du temps. Les modalités de fonctionnement ont également évolué notamment avec la création du portail familles.

Afin d'unifier les règles de fonctionnement de ces différents temps d'accueil et de les rendre plus lisibles, il convient de les actualiser.

Le règlement intérieur qui vous est proposé regroupe en un seul document les différents accueils péri et extra scolaires. Il fixe les conditions d'inscription, d'accueil et de facturation des prestations offertes pour les enfants de 3 à 12 ans révolus.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

EMET un avis sur le règlement intérieur fixant les conditions de fonctionnement des différents accueils péri et extra scolaires.

VOTE : POUR à l'unanimité.

10°) Demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales

Rapporteur : Madame Annick CHOINE

EXPOSE :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu la circulaire CNAF du 25 Février 2015,

La commune de Saint Rémy, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et du Projet Educatif Territorial, s'est fixée comme objectif de favoriser l'accueil des enfants porteurs de handicap au sein des différents temps d'accueil péri et extrascolaires.

Suite à la conférence Nationale du Handicap du 11 Décembre 2014, un fonds de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) nommé «Fonds Publics et Territoires» a défini 6 axes d'intervention dont celui de renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les Accueils de Loisirs sans Hébergement (ALSH).

Le financement «publics et territoires» doit porter «sur la globalité du projet et permettre l'inclusion et la socialisation de l'enfant en situation de handicap au sein d'un collectif d'enfants, en soutenant les actions de pilotage et en renforçant les qualifications de l'équipe en place, voire en embauchant des professionnels qualifiés supplémentaires pour permettre cet accueil».

La ville de Saint-Rémy est sollicitée pour accueillir un enfant porteur d'un handicap nécessitant l'emploi d'une auxiliaire de vie sociale afin de permettre à cet enfant d'intégrer un groupe et de pouvoir participer aux activités proposées. Le projet prévoit un accueil, une fois par semaine, aux TAPE et à l'ALSH du soir.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Le coût estimatif pour l'année scolaire 2015-2016 de cet accueil s'élève à 2 600 euros (deux mille six cent euros).

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

SOLLICITE une subvention de 2 080 euros (deux mille quatre-vingt euros) auprès de la Caisse d'Allocations Familiales au titre du «Fonds Publics et Territoires».

VOTE : POUR à l'unanimité.

11°) Mise à jour du tableau des effectifs

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Dans la perspective de construction d'une nouvelle dynamique impulsée par l'équipe municipale et suite à plusieurs mouvements enregistrés ou à venir au sein du personnel municipal (départs en retraite, mutations), une réorganisation des services municipaux san-rémois a été engagée et cette phase de transition justifie certains réajustements.

La préservation et le renforcement de la solidité actuelle de notre organisation, mais également la nécessité d'inscrire les orientations et l'action de notre collectivité dans la durée, constituent deux paramètres majeurs à prendre en compte dans cette nouvelle étape.

Afin de répondre aux objectifs cités ci-dessus, un projet de réorganisation favorisant la mobilité interne, a été présenté aux instances paritaires le 21 mai dernier. Suite à leur avis favorable à l'unanimité, la proposition suivante a été élaborée, mise en place à la date du 1^{er} septembre 2015 et exposée aux instances paritaires le 3 septembre 2015 et obtenu un avis favorable à l'unanimité.

La nouvelle répartition des missions au sein des services induit une modification du tableau des effectifs.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant la nécessité d'adapter l'organisation des services municipaux à la réalité des actions de service public développées,

Considérant la délibération n° 3829/15 du 14 avril 2015, modifiant le tableau des effectifs en date du 1^{er} janvier 2015.

Vu les avis favorables rendus à l'unanimité du comité technique en dates du 21 mai et 3 septembre 2015, il y a lieu de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Création de postes :

- 1 poste de Brigadier
- 1 poste de Rédacteur principal 2nde classe

Suppression de postes :

- un poste d'Adjoint administratif 2nde classe,
- un poste de Bibliothécaire,
- un poste de gardien de police,
- un poste de rédacteur principal 1^{ère} classe

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

CREE les postes suivants à compter du 1^{er} septembre 2015

- 1 poste de Brigadier
- 1 poste de Rédacteur principal 2nde classe

SUPPRIME les postes suivants à compter du 1^{er} septembre 2015

- un poste d'Adjoint administratif 2nde classe,
- un poste de Bibliothécaire
- un poste de gardien de police
- un poste de rédacteur principal 1^{ère} classe

VOTE : POUR 22, CONTRE 7 (D. REGNAULT, L. HOUMMASS-BALDAN, T. BATHIARD, R. PALLUET, J. CANCIANI, L. HUDELEY, D. BERNARD).

12°) Personnel Communal - Modification du Régime Indemnitare

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la Loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu les décrets relatifs aux indemnités attribuables aux Agents des Collectivités Territoriales :

Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité ;

Décret n° 2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale

Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales ;

Décret n° 2012-1064 du 18 septembre 2012 portant statut particulier de corps des techniciens supérieurs du développement durable ;

Décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement, modifié en dernier lieu par décret n° 2014-1404 du 26 novembre 2014.

Vu la délibération n° 1340/93 du 12 mars 1993 relative au régime indemnitaire des filières sanitaire et sociale, culturelle et sportive,

Vu la délibération n° 1948/97 du 7 novembre 1997 relative à la prime d'encadrement,

Vu la délibération n° 2105/98 du 6 novembre 1998 relative à l'extension du régime indemnitaire,

Vu la délibération n° 2772/02 du 20 décembre 2002 relative au régime indemnitaire,

Vu la délibération n° 2848/03 du 3 octobre 2003 relative à la prime de technicité forfaitaire des personnels de bibliothèque,

Vu la délibération n° 2897/04 du 13 février 2004 relative à l'ISS,

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu la délibération n° 2977/04 du 10 décembre 2004 relative au régime indemnitaire,

Vu la délibération n° 3024/05 du 27 mai 2005 relative au régime indemnitaire,

Vu la délibération n° 3097/06 du 24 mars 2006 relative à la prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil,

Vu la délibération n° 3188/07 du 22 mars 2007 relative à l'indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents de police municipale,

Vu la délibération n° 3244/08 du 29 février 2008 relative à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu la délibération n° 3321/08 du 16 octobre 2008 relative à l'indemnité de sujétion spéciale des puéricultrices cadre supérieur de santé, des infirmiers, des auxiliaires de puériculture,

Vu la délibération n° 3775/14 du 12/11/14 relative à la suppression de la prime d'engagement,

Considérant la réorganisation des services municipaux, il convient de réactualiser la délibération n° 3524 / 11 du 25 novembre 2011 régissant le régime indemnitaire à SAINT-REMY.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

ANNULE la délibération n° 3524 / 11 du 25 novembre 2011 et de la REMPLACER par les dispositions suivantes :

Le plafond de l'**indemnité d'administration et de technicité** est fixé à 8 pour l'ensemble des grades suivants :

Filière administrative

- Adjoint administratif de 2^{ème} classe
- Adjoint administratif de 1^{ère} classe
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
- Rédacteur jusqu'au 5^{ème} échelon

Filière technique

- Adjoint technique de 2^{ème} classe
- Adjoint technique de 1^{ère} classe
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe
- Agent de maîtrise
- Agent de maîtrise principal

Filière sanitaire et sociale

- Agent social 2^{ème} classe
- Agent social 1^{ère} classe
- Agent social principal de 2^{ème} classe
- Agent social principal de 1^{ère} classe
- ATSEM de 1^{ère} classe

Filière culturelle

- Adjoint du patrimoine 2^{ème} classe
- Adjoint du patrimoine 1^{ère} classe
- Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe
- Adjoint du Patrimoine principal de 1^{ère} classe
- Assistant de conservation du patrimoine jusqu'au 5^{ème} échelon

Filière animation

- Adjoint d'animation de 2^{ème} classe
- Adjoint d'animation de 1^{ère} classe
- Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe
- animateur jusqu'au 5^{ème} échelon
- animateur principal de 2^{ème} classe jusqu'au 4^{ème} échelon

Filière police

- Chef de service de police municipale

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

- Brigadier chef principal
- Brigadier
- Gardien

Le plafond de l'**indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires** est fixé à 8 pour l'ensemble des grades suivants :

Filière administrative

- Rédacteur à partir du 6^{ème} échelon
- Rédacteur principal
- Rédacteur chef
- Attaché
- Attaché principal

Filière culturelle

- Assistant de conservation de 2^{ème} classe à partir du 6^e échelon
- Assistant de conservation de 1^{ère} classe
- Assistant de conservation de Hors classe
- Assistant qualifié de conservation 2^{ème} classe à partir du 6^{ème} échelon
- Assistant qualifié de conservation 1^{ère} classe
- Assistant qualifié de conservation Hors classe
- Bibliothécaire

Filière sportive

- Educateur des activités physiques et sportives à partir du 6^{ème} échelon
- Educateur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
- Educateur principal de 1^{ère} classe

Filière animation

- animateur à partir du 6^{ème} échelon
- animateur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
- animateur principal de 1^{ère} classe

Le plafond de l'**indemnité spécifique de service** est fixé **au maximum du montant individuel** fixé par le décret n° 2010-854 du 23 juillet 2010 et par l'arrêté du 31 mars 2011, comme suit :

- | | | |
|---|---|---------|
| - Technicien | : | 110 % |
| - Technicien principal de 2 ^{ème} classe | : | 110 % |
| - Technicien principal de 1 ^{ère} classe | : | 110 % |
| - Ingénieur | : | 115 % |
| - Ingénieur principal | : | 122.5 % |

La **prime de service et de rendement** est attribuée, conformément au décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009, aux agents correspondants aux grades suivants :

Filière technique

- Technicien
- Technicien principal de 2^{ème} classe
- Technicien principal de 1^{ère} classe
- Ingénieur
- Ingénieur principal

Le montant de la **prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques** est fixé conformément au décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 et à l'arrêté ministériel du 17 mars 1985 ; la prime est attribuée aux agents relevant des cadres d'emploi suivants :

- Assistant de conservation du patrimoine
- Bibliothécaires

Le montant de la **prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil** est fixé conformément au décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 et à l'arrêté du 24 août 1999 ; la prime est attribuée aux personnels relevant des grades appartenant au cadre d'emploi des adjoints du patrimoine.

Indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents de police municipale

- le taux de l'indemnité spéciale est fixé à son maximum de 20% pour les agents relevant des cadres d'emploi des brigadiers. Cette prime est versée mensuellement.

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

- Le taux de l'indemnité est fixé à son maximum de 30% pour les agents relevant du cadre d'emploi des chefs de service de police. Cette prime est versée mensuellement à hauteur de 20%.

DECIDE que toutes les indemnités visées ci-dessus seront versées mensuellement.

DECIDE que ces indemnités seront versées aux agents titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents sous contrat de droit public en contrat dans la Collectivité depuis plus de 6 mois.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du budget 2015.

VOTE : POUR à l'unanimité.

13°) Convention de partenariat avec la mutuelle MTRL

Rapporteur :

EXPOSE :

La Municipalité de Saint-Rémy a réalisé son projet consistant à proposer à chaque San Rémois ou chaque salarié travaillant sur la commune, une mutuelle santé négociée.

Les attentes en matière de remboursement des personnes ayant répondu aux questionnaires sont, dans l'ordre décroissant, hospitalisation, dentaire, optique et médecine douce.

La Municipalité a contacté dix mutuelles et cinq ont déposé une proposition. Après étude par le comité de pilotage et négociations, il a été retenu la MTRL comme la plus avantageuse compte tenu de ses offres et de sa simplicité de fonctionnement.

Le contrat proposé en libre adhésion individuelle est dénommé « Mutuelle des San rémois » (marque déposée par la Mairie de Saint-Rémy et attribuée au contrat de la MTRL pour la durée de la convention),

La convention acte les modalités de création et de fonctionnement de la Mutuelle des San rémois.

Les tableaux de garanties et les grilles tarifaires seront annexés à cette convention le jour de la signature

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

APPROUVE le projet de convention de partenariat entre la mutuelle MTRL et la Commune de Saint-Rémy ;

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à signer cette convention et tout document s'y référant.

VOTE : POUR 22, ABSTENTION 7 (D. REGNAULT, L. HOUMMASS-BALDAN, T. BATHIARD, R. PALLUET, J. CINCIANI, L. HUDELEY, D. BERNARD).

14°) Forêt Communale de Cortelin - Mise à jour de la liste 2016

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Vu l'avis de Messieurs les Garants,

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

ETABLIT ainsi qu'il suit le tableau des modifications à apporter à la liste des affouagistes de la forêt sectionale de Cortelin pour l'année 2015.

RADIATIONS

ALAIME Jacques
BARON Thérèse
DRENOU Marcel
FERREIRA LEAL Vicente
SCALOGNA Jean-François
VINCENT Suzanne

ADDITIONS

M. BEN SDIRA
M. CHARVET
M. FREYCON
M. SWINNEN
M. TRAVERS

DIT que les habitants du Hameau de Cortelin ont vingt jours pour présenter leurs réclamations.

MANDATE Madame le Maire pour arrêter définitivement la liste des affouagistes pour l'année 2016.

VOTE : POUR à l'unanimité.

15°) Office National des Forêts - Destination des coupes exercice 2016

Rapporteur :

A la demande de Madame le Maire, Madame Sandra GUINOT quitte la séance.

EXPOSE :

Considérant que la destination de la coupe réglée n° 10 (coupe de taillis sous futaie) de la forêt sectionale de Cortelin située sur le territoire communal de Saint-Rémy est inscrite à l'Etat d'Assiette de l'exercice 2016.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

AUTORISE la vente des arbres de futaies affouagères par les soins de l'ONF de la coupe n° 10 en 2016 (abattage des futaies entre le 15 février et le 15 mars 2017)

AUTORISE la délivrance en 2016 du taillis, des houppiers et petites futaies de qualité chauffage (jusqu'à 45 cm de diamètre) non commercialisables aux affouagistes.

L'exploitation forestière est une activité dangereuse, elle exige un savoir-faire et des équipements adaptés. Une information sera communiquée aux affouagistes par les garants désignés par la Commune, sur les risques et les précautions minimales de sécurité à respecter.

ACCEPTE sur son territoire communal relevant du Régime Forestier le dépôt des bois issus de son domaine forestier, dans les conditions prévues par les différents cahiers des clauses des ventes et par le Règlement National d'Exploitation Forestière.

DIT que l'exploitation de ces parties délivrées sera effectuée par les affouagistes après partage, sous la responsabilité de 3 garants :

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

- 1^{er} garant Monsieur GUINOT Christophe
- 2^{ème} garant Monsieur BERGER Jacques
- 3^{ème} garant Monsieur NICOLET Christian

DECIDE que la Commune ne demande pas le concours de l'Office National des Forêts pour le lotissement de la coupe délivrée ci-dessus.

DIT que conformément au règlement d'affouage, les délais sont fixés comme suit :

Abattage du taillis et des petites futaies : 15 avril 2017

Façonnage et Vidange des houppliers : 31 octobre 2017

Vidange du taillis, des houppliers et des petites futaies : 31 octobre 2017

et que faute par les affouagistes d'avoir respecté les délais ci-dessus, ils seront considérés comme ayant renoncé à leur lot d'affouage (loi du 4-12-1985)

VOTE : POUR à l'unanimité.

Madame Sandra GUINOT revient en séance.

16°) Motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France (AMF) pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'État

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017 ;
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, poursuivre une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics et la population sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4% en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

En effet, la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de Saint-Rémy rappelle que les collectivités de proximité sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi... entre autres

COMPTE RENDU DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

La diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

DELIBERATION :

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré en séance, le Conseil Municipal

SOUTIENT l'AMF qui demande, pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux, que soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier.

DEMANDE, en complément :

- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures)
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

VOTE : POUR à l'unanimité.

17°) Compte rendu des décisions prises par le Maire dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal

Rapporteur : Madame le Maire

EXPOSE :

Conformément à l'article 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame le Maire rend compte des décisions prises par délégation depuis la dernière séance :

661/15 : Marché public - Réfection de la salle A du COSEC

662/15 : Point service - Tarifs activités loisirs seniors

663/15 : Marché public - Exécution du service de transport des enfants des écoles maternelles et élémentaires vers les services municipaux.

664/15 : Marché public - Travaux de construction et de réparation des chaussées, trottoirs, cours d'école.

665/15 : Marché public - Mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale

666/15 : Nouvelles Activités Péri-Educatives - Tarifs

667/15 : Location de salle à l'association O.J.A.S.

L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 19 H 30.